

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
10 décembre 2018
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 24^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 9 novembre 2018, à 15 heures

Président : M. Alhakbani (Arabie saoudite)
puis : M. Kemayah (Libéria)

Sommaire

Point 54 de l'ordre du jour : Office de secours et de travaux des Nations Unies
pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M. Kemaya (Libéria), M. Alhakbani (Arabie saoudite), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 54 de l'ordre du jour : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/73/13, A/73/296, A/73/323, A/73/338 et A/73/349)

Déclaration du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

1. **M. Krähenbühl** [Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)] déclare qu'en 2018, l'Office a dû faire face à des défis soudains et inédits dans le cadre de ses activités sur le terrain. Le personnel de l'Office a fait montre de détermination et de créativité pour résoudre ces défis, et l'UNRWA est désormais en bonne voie de surmonter la crise financière la plus grave de son histoire, en grande partie grâce à l'appui remarquable que lui ont fourni les États Membres. En attendant qu'une solution juste et durable permette de régler la question des réfugiés de Palestine, l'engagement de la communauté internationale en faveur du développement humain de la communauté des réfugiés reste essentiel pour préserver la dignité humaine, la stabilité régionale et un multilatéralisme fort.

2. Les réfugiés de Palestine dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, ainsi qu'en Jordanie, au Liban et en Syrie, constituent une communauté hétérogène dans une région fragmentée. Ils sont liés par une identité commune, forgée par la dépossession et les impasses politiques qui ont déterminé leur statut de réfugié prolongé. Ils ont été profondément marqués par les conséquences du conflit en cours, un conflit exacerbé par l'absence de progrès politiques, les déclarations relatives à Jérusalem et les pressions exercées sur le financement et les opérations de l'Office. À Gaza, les réfugiés de Palestine ont pris part à la Grande Marche organisée à la frontière avec Israël, au cours de laquelle l'emploi de la force armée a blessé plus de Palestiniens que lors des 50 jours de la guerre de 2014. Des milliers de jeunes Gazaouites, dont beaucoup de réfugiés, en conserveront un handicap pour les années à venir, étant donné que la prise en charge médicale en dehors de la bande de Gaza est restreinte et qu'au sein de cette dernière, le système médical public est au bord de l'effondrement.

3. Les mots peinent à décrire l'ampleur du désespoir qui découle de la situation résultant de la combinaison

du conflit, de l'occupation et du blocus de la bande de Gaza, où 13 enfants scolarisés à l'Office âgés de 11 à 16 ans ont été tués au cours des marches. Il est essentiel que les États Membres s'engagent à appuyer les services fournis par l'Office, étant donné que les enfants de Gaza n'ont pas d'alternative au système scolaire mis en place par ce dernier.

4. En Cisjordanie, la menace du déplacement forcé pèse sur de nombreuses populations, à l'image de celle du hameau bédouin de Khan el-Ahmar, dont la démolition est imminente. L'accès aux produits de première nécessité, à la famille et à Jérusalem-Est est précaire. Alors qu'ils subissent les répercussions de l'occupation qui affecte toutes les sphères de leur vie, les réfugiés de Palestine en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ne peuvent compter que sur l'Office, qui est le seul prestataire de services réguliers et spécialisés soucieux de préserver leur bien-être et leur dignité.

5. Après plusieurs années de siège brutal, le camp de réfugiés de Yarmouk (Syrie) vient d'être réduit à un champ de ruines, et la plupart des réfugiés de Palestine qui y avaient élu domicile n'ont désormais plus nulle part où aller. À Edleb, on est dans l'impossibilité d'accéder à 6 000 familles de réfugiés de Palestine en danger. Six élèves âgés de 12 à 15 ans ont été tués par des tirs de mortier ou par arme à feu en 2018.

6. Au Liban, les réfugiés n'ont toujours pas accès aux services publics et à la plupart des emplois du secteur formel. Désespérés par cette pauvreté, certains prennent tous les risques pour fuir. Un réfugié de Palestine de 5 ans figure au nombre des migrants ayant trouvé la mort après que leur bateau a chaviré au cours de leur périlleuse traversée vers l'Europe.

7. Les réfugiés de Palestine vivant en Jordanie sont en situation de grande vulnérabilité, même s'ils sont largement intégrés dans le pays. Bon nombre d'entre eux, notamment les déplacés de Gaza, dépendent de l'Office qui leur fournit des services et une assistance basique pour lutter contre la pauvreté.

8. Alors que les besoins des réfugiés atteignent un niveau inédit depuis des dizaines d'années, l'Office a dû faire face à une crise gravissime lorsque les États-Unis d'Amérique ont brutalement décidé de ramener leur contribution à 60 millions de dollars, soit une baisse de 300 millions de dollars, alors même qu'ils étaient les principaux donateurs de l'Office. Les États-Unis ont depuis annoncé qu'ils n'alloueraient plus aucun financement à l'Office à compter de 2019. Tout en étant conscient que le financement d'une organisation humanitaire relève de la souveraineté des États, le Commissaire général déplore la décision du

Gouvernement américain car les États-Unis ont toujours été un partenaire généreux et remarquable de l'Office.

9. L'Office étant l'unique organisme fournissant des services essentiels à des millions de personnes vivant dans des environnements instables, la crise financière inédite qui l'a frappé et son déficit de 446 millions de dollars ont eu des conséquences désastreuses. Ce déficit, qui représente 40 % de ses revenus de fonctionnement, a menacé l'ensemble de son système de services dans 58 camps de la région et aux alentours. L'Office dispense notamment un enseignement général à 525 000 élèves dans ses établissements scolaires, que la Banque mondiale considère comme un bien public mondial ; il fournit des soins primaires essentiels à quelque 3 millions de patients, par l'intermédiaire d'un réseau de 140 dispensaires, dont les résultats en matière de santé équivalent à ceux des pays à revenu intermédiaire, bien que les dépenses de santé par habitant soient similaires à celles des pays à faible revenu ; il apporte une aide alimentaire à 1,7 million de réfugiés se trouvant dans des situations d'urgence complexes, notamment à Gaza et en Syrie, où il assiste effectivement 95 % des bénéficiaires ciblés, ce qui fait de son intervention l'une des plus efficaces du genre dans le conflit syrien.

10. Compte tenu de la responsabilité qui lui incombe d'aider et de protéger les réfugiés au nom des États Membres et des tensions que subit le personnel de l'Office, qui exerce dans des situations hautement polarisées, la suspension des opérations a été extrêmement difficile pour l'Office. En réponse, ce dernier a lancé une campagne mondiale baptisée #DignityIsPriceless (La dignité n'a pas de prix), qui a déclenché une grande vague de mobilisation collective qui a également concerné la sphère diplomatique aux plus hauts niveaux. Les réunions ministérielles organisées à Rome et à New York ont permis de lever 100 et 122 millions de dollars, respectivement ; en tant que coprésidente des deux réunions et pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés de Palestine, la Jordanie mérite d'être saluée, de même que l'Allemagne, l'Égypte, le Japon, la Suède, la Turquie et l'Union européenne, également coprésidents.

11. Depuis janvier, les donateurs ont versé ou annoncé des contributions supplémentaires à hauteur de 382 millions de dollars, ce qui a permis de ramener le déficit de l'Office à 64 millions de dollars. Bien que modeste, le manque à gagner restant jusqu'à la fin de l'année correspond aux fonds dont l'Office a besoin pour les services essentiels et éviter de creuser le déficit de 2019. Toutefois, plusieurs pays semblent prêts à verser des contributions supplémentaires.

12. Le Commissaire général rend hommage au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à la Haute-Représentante de l'Union européenne et aux Secréétaires généraux de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique pour leur contribution aux bons résultats obtenus. L'Arabie saoudite, en premier lieu, et d'autres partenaires arabes de l'Office ont été les donateurs les plus généreux au cours des dernières années, et l'Office leur doit 50 % des annonces de contributions supplémentaires en 2018. Il est essentiel que cette hausse des financements au titre des activités de base se pérennise pour assurer la stabilité opérationnelle de l'Office à l'avenir.

13. Au cours de l'année précédente, 40 pays et institutions de chaque groupe régional ont augmenté leurs contributions à l'Office. Les pays hôtes ont tout particulièrement renforcé leur appui direct, en plus des énormes responsabilités, notamment économiques, politiques et sociales qu'ils ont endossées en accueillant les réfugiés de Palestine. Toutefois, certaines contributions importantes ayant été annoncées au cours de l'année n'ont pas encore été versées ; il convient d'y remédier rapidement.

14. L'Office étant un organisme opérationnel tributaire de contributions volontaires, il fait preuve de rationalité et de discipline financière dans la planification, la gestion et l'exécution de ses activités. Sans les stricts contrôles des coûts appliqués au budget de 2018, le déficit de 446 millions de dollars aurait atteint 538 millions. Entre 2015 et 2017, l'Office a par ailleurs accéléré la mise en œuvre de réformes difficiles, appliqué une politique d'austérité dans l'ensemble de ses composantes et économisé ainsi 197 millions de dollars. Malgré l'augmentation des besoins des réfugiés et des dépenses de fonctionnement, l'Office a évité des réductions de services, un exploit inimaginable pour toute autre organisation humanitaire. Le Commissaire général se félicite que les parties prenantes, notamment les principaux donateurs, aient conscience des efforts que l'Office consent constamment pour obtenir des gains d'efficience.

15. On entend de plus en plus d'allégations sur les réfugiés de Palestine dans les médias et dans diverses instances politiques. Certaines d'entre elles ont directement été adressées au Commissaire général lors des visites qu'il a effectuées dans les capitales de pays donateurs et dans la région. On entend par exemple que seul l'Office fournit une assistance aux enfants et petits-enfants de réfugiés, chose que ne ferait pas le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Prétendre que l'Office gonfle le nombre de réfugiés est une allégation grotesque. Les enfants nés de parents réfugiés et leurs propres descendants sont

reconnus comme réfugiés à la fois par l'Office et le HCR, dans le cadre de leurs mandats respectifs. Des réfugiés de tous les pays sont déplacés depuis des dizaines d'années et continuent bien évidemment d'élever leurs enfants dans les pays qui les accueillent. Leurs descendants sont considérés comme des réfugiés par le HCR, qui leur apporte une aide à ce titre, en attendant de trouver des solutions durables.

16. Concernant l'allégation selon laquelle l'Office perpétuerait la question des réfugiés de Palestine en appelant à un retour dans le pays d'origine alors que le HCR chercherait lui des solutions de réinstallation des réfugiés dans des pays tiers, le Commissaire général tient à préciser que contrairement à l'Office, le HCR, en vertu de son mandat, est chargé de trouver des solutions, à savoir un retour ou une réinstallation. Conformément au droit international, le retour volontaire dans la sécurité et la dignité est la solution privilégiée pour tous les réfugiés.

17. Le Commissaire général se déclare préoccupé par l'idée selon laquelle les réfugiés de Palestine seraient un problème ou un obstacle à l'instauration de la paix au Moyen-Orient, comme s'ils étaient responsables de la poursuite du conflit ou que l'on pouvait les ignorer, alors qu'il s'agit d'une communauté de personnes qui subit des violences, des souffrances et une injustice extrêmes. Aussi nombreuses soient-elles, les tentatives visant à minimiser ou à discréditer le vécu des réfugiés en tant que personnes ou en tant que communauté n'ont pas d'importance. Les droits des réfugiés en vertu du droit international sont indéniables et ne peuvent être bafoués. Ce sont les parties au conflit et la communauté internationale qui sont directement responsables de la situation des réfugiés, en raison de leur manque de volonté ou de leur incapacité totale à négocier un règlement pacifique du conflit entre Israël et la Palestine.

18. Depuis plus de vingt ans, les manuels scolaires palestiniens sont régulièrement examinés à la loupe, tout particulièrement le contenu relatif à la paix israélo-palestinienne. C'est l'Office qui a pris cette initiative et il est le seul organisme à procéder à cet examen en se fondant sur les principes de l'Organisation des Nations Unies. Il tient tout particulièrement à dispenser un enseignement qui respecte à la fois les principes de l'ONU et l'histoire du peuple de Palestine.

19. De nouveaux manuels ont été introduits dans les écoles palestiniennes en 2016. Si la grande majorité des manuels d'enseignement primaire n'a présenté aucun problème, une partie des nouveaux contenus a suscité des préoccupations. L'Office a passé en revue tous les nouveaux manuels scolaires, en accordant une attention

particulière au parti pris politique et à la neutralité et en s'assurant qu'ils étaient adaptés à l'âge des élèves et proposaient une représentation équitable des sexes. Seuls 3 % du contenu lui ont semblé problématiques, sur un total de plusieurs milliers de pages. Ces problèmes ont été portés à l'attention des hauts responsables et des experts techniques de la Palestine, et les enseignants ont reçu des directives actualisées et un appui direct.

20. L'Office est à la pointe du progrès en matière d'enseignement, dans une région durement touchée par les conflits et l'extrémisme. Des progrès remarquables ont été accomplis en vue d'intégrer les concepts relatifs aux droits de la personne et à d'autres principes des Nations Unies au système éducatif de l'Office, qui veille à l'équilibre entre les sexes. En outre, l'Office a entrepris des réformes sur plusieurs années pour favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'enfants réfugiés de Palestine capable de penser de façon critique et indépendante.

21. La question de la neutralité est extrêmement importante aux yeux de l'Office, qui la considère comme un principe essentiel s'il entend préserver sa liberté d'accès ainsi que la confiance et la crédibilité dont il jouit dans un contexte extrêmement polarisé. La crise financière qu'il a récemment traversée a entravé ses capacités à s'acquitter de certaines fonctions visant à assurer sa neutralité. Des dispositions internes sont actuellement prises pour s'assurer que les ressources sont allouées aux domaines essentiels. Les Grandes Marches organisées à la frontière de Gaza ont donné lieu à de nouvelles difficultés sur les médias sociaux, où le nombre élevé de morts et de blessés graves a suscité une indignation généralisée. À ce jour, aucun membre du personnel de l'Office n'a été accusé de manquer de neutralité sur les médias sociaux, ce qui témoigne du dévouement du personnel au mandat de l'Office.

22. En 2017, plusieurs faits survenus à Gaza ont remis en cause la neutralité de l'Office à un degré inédit dans l'histoire récente. L'Office a promptement mis fin au contrat de deux membres du personnel après que son enquête a permis de constater que ceux-ci avaient occupé de hautes fonctions politiques au Hamas ou avaient été élus à cette fin. Les tunnels que l'Office a découverts sous deux de ses écoles à Gaza au cours de travaux de réfection ont été bétonnés, et l'Office a protesté vigoureusement contre le Hamas, qu'il a publiquement condamné dans les termes les plus forts. L'Office restera vigilant et n'hésitera pas à prendre des mesures si des problèmes de ce type devaient se reproduire. Compte tenu des défis immenses que l'Office doit relever pour pérenniser sa mission humanitaire, le Commissaire général prie les États

Membres de veiller à ce que les travaux de l'Office ne fassent pas l'objet de récupération politique et d'aider l'UNRWA à préserver son indépendance et son identité d'acteur humanitaire.

23. S'il ne fait aucun doute que les réfugiés de Palestine vivent dans la souffrance, qui est exacerbée par leur déplacement prolongé, il serait erroné de les restreindre au statut de victimes, puisqu'ils font montre d'une force et d'une créativité extraordinaires. En outre, on peut se réjouir que l'Office ait pu récemment ouvrir des écoles, en dépit des énormes pressions financières qu'il subit. Le volume des opérations de l'UNRWA reste à la hauteur de ce qu'il était au moment de la création de l'Office ; ensemble, l'Office et les États Membres ont contribué à permettre à une communauté de réfugiés d'atteindre un niveau de développement humain quasi inégalé dans l'histoire récente et ont notamment pris des mesures majeures pour réaliser les objectifs de développement durable essentiels. Les installations de l'Office font partie des piliers institutionnels essentiels et permettent de favoriser la mise en place des conditions nécessaires à l'instauration de la paix à laquelle aspire la communauté internationale. Pour instaurer cette paix, il est essentiel d'aider les parties à redécouvrir l'humanité dans l'adversaire, une tâche qui, dans le cadre du conflit au Moyen-Orient, incombe à la communauté internationale.

24. Deux enfants ont accompagné le Commissaire général à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale : Aseel, réfugiée de Palestine au Liban et Ahmad, réfugié de Palestine en Jordanie ; ils y ont déclaré qu'ils souhaitaient être reconnus pour leurs compétences et contribuer à la mise en place de solutions à l'échelle mondiale. Ces deux enfants, et bien d'autres, incarnent l'humanité d'une génération de jeunes réfugiés déterminée à surmonter l'adversité. L'Office s'inspire de cette humanité et continuera de soutenir les réfugiés de Palestine dans leur quête de dignité.

25. *M. Kemayah (Libéria) prend la présidence.*

Dialogue interactif

26. **M^{me} Donatirin** (Indonésie) dit que la délégation indonésienne souhaiterait recevoir des informations sur les mesures prises par l'Office pour répondre aux besoins essentiels des 400 000 réfugiés de Palestine vivant toujours dans des camps en Syrie et de ceux qui ont fui dans d'autres pays de la région, ainsi que pour leur fournir des services en matière de santé et d'éducation.

27. **M. Husni** (Soudan), saluant l'engagement du Commissaire général en faveur des réfugiés de Palestine

à Gaza, demande à quelle évolution on s'attend concernant l'appui fourni par les donateurs au cours des deux prochaines années. Il remercie tous les donateurs qui ont annoncé des contributions lors des conférences récemment organisées à Rome et à New York et se demande si l'Office a prévu d'organiser d'autres conférences de ce type avec le concours d'organisations telles que l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique. Enfin, il demande si l'Office est en mesure d'octroyer aux étudiants réfugiés de Palestine des bourses d'études à l'étranger. Le Soudan est prêt à accorder aux étudiants de Palestine des bourses d'études pour leur permettre de venir étudier dans les établissements universitaires soudanais.

28. **M^{me} Abdelhady-Nasser** (Observatrice de l'État de Palestine), remerciant le Commissaire général pour l'humanité dont il fait preuve dans son inlassable travail de plaidoyer, déclare que les programmes humanitaires et de développement extraordinaires de l'Office ont permis d'apporter une assistance vitale aux réfugiés de Palestine, malgré une situation opérationnelle instable et un déficit financier permanent. Les initiatives que l'Office a prises en faveur des jeunes sont tout particulièrement essentielles en ce qu'elles donnent à ces derniers la possibilité d'apprendre et de grandir, et par là, l'espoir et la dignité dont ils ont tant besoin et leur permettent de participer activement à la vie de leur communauté, de la société et de la nation. L'oratrice demande au Commissaire général de fournir plus de détails sur les initiatives actuelles et futures en faveur des jeunes et sur les liens entre ces dernières et les efforts déployés par l'Office pour promouvoir les objectifs de développement durable.

29. **M. Bachman** (Israël) annonce que le Gouvernement israélien remercie le Commissaire général pour l'aide humanitaire que l'Office fournit aux Palestiniens. Toutefois, la réalité sur le terrain montre que très peu de Palestiniens remplissent les critères juridiques requis pour pouvoir bénéficier du statut de réfugié ; seules quelques dizaines de milliers de personnes devraient être considérées comme des réfugiés au sens de la Convention relative au statut des réfugiés, et 2,2 millions de réfugiés ont la nationalité jordanienne. Dans d'autres circonstances, rien n'aurait justifié d'accorder le statut de réfugié à un citoyen d'un pays donné. En outre, 2,1 millions de bénéficiaires de l'Office en Cisjordanie et dans la bande de Gaza n'ont jamais quitté le territoire, qui était placé sous mandat britannique en Palestine. Ils ne peuvent donc être considérés comme des réfugiés de Palestine. En vertu de son mandat, l'Office a la possibilité de faire une distinction entre les personnes qu'il considère comme

des réfugiés et les descendants de ces derniers. En refusant de le faire, l'Office a pris une décision politique dont la conséquence directe a été une explosion de ses besoins budgétaires.

30. L'orateur demande pour quelle raison l'Office gonfle le nombre de soi-disant réfugiés, comment il justifie sa décision d'octroyer le statut de réfugiés à des citoyens jordaniens et à des personnes qui n'ont jamais quitté le territoire en tant que réfugiés, comment résoudre le problème des réfugiés et de leurs descendants, et quelle entité se chargera de le faire si le mandat de l'Office ne prévoit pas la réinstallation des réfugiés. Enfin, il aimerait savoir comment l'Office parvient à fonctionner dans la bande de Gaza, où les actes terroristes sont monnaie courante, y compris contre les responsables de l'Office, qui pour certains ont d'ailleurs démissionné après avoir été agressés par ceux-là mêmes qui bénéficient des services de l'Office.

31. **M. Mounzer** (République arabe syrienne) signale que dans ses rapports, l'UNRWA continue de passer sous silence l'appui actif que le Gouvernement syrien fournit aux réfugiés de Palestine et à l'Office lui-même. En vertu de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, le mandat de l'UNRWA englobe la fourniture de services de santé, d'éducation, de secours ainsi que d'une aide sociale aux réfugiés de Palestine. En outre, avant le début de la guerre terroriste contre la Syrie, les réfugiés de Palestine jouissaient d'un climat de sécurité et de protection et étaient traités comme des citoyens à part entière par les autorités syriennes, ce qui est encore le cas à ce jour. Les déplacements de populations, les meurtres et les ravages causés dans les communautés de réfugiés de Palestine et dans certains camps de réfugiés sont le fait de groupes terroristes armés, que le Gouvernement syrien a demandé à l'UNRWA et à l'ONU d'expulser des camps de réfugiés où ils avaient semé le chaos, jusqu'à ce que l'Armée arabe syrienne libère les lieux.

32. Dans ses rapports, l'UNRWA se doit de signaler que l'aide aux réfugiés de Palestine pâtit du déficit qui frappe les fonds de secours, lesquels n'ont pas dépassé 40 % des montants nécessaires, dans le meilleur des cas. Il incombe à la direction de l'UNRWA et aux donateurs de mobiliser des contributions plus importantes afin de répondre aux besoins des réfugiés et de financer la reconstruction des camps par l'Office. Dans ses rapports, l'UNRWA omet aussi de mentionner que la République arabe syrienne a mis 57 écoles publiques à sa disposition, à titre gracieux, pour remplacer les écoles de l'Office qui ont été détruites par des groupes terroristes armés. Lorsque ces groupes ont envahi le camp de réfugiés de Yarmouk, le Gouvernement syrien a escorté les élèves hors du camp, leur a permis de

passer leurs examens et les a inscrits dans d'autres établissements. Enfin, l'orateur souligne que tous les actes de vandalisme et de destruction commis sur les installations de l'Office ont été le fait de groupes terroristes armés et ont été commis avant l'intervention libératrice de l'Armée arabe syrienne.

33. **M. Krähenbühl** (Commissaire général de l'UNRWA) déclare qu'avant l'éclatement du conflit en Syrie, les activités de l'UNRWA dans ce pays bénéficiaient à une communauté de 560 000 réfugiés de Palestine, dont les chefs de famille avaient accès à l'emploi et couvraient donc eux-mêmes la plupart des besoins de leur famille. Par rapport à d'autres pays de la région, la Syrie représentait l'un des plus faibles budgets de l'Office, la communauté des réfugiés recourant principalement à l'UNRWA pour des services d'éducation et de santé. La guerre a profondément et douloureusement transformé cette situation économique relativement favorable. Depuis le début du conflit, plus de 120 000 réfugiés de Palestine ont fui vers des pays voisins ou au-delà. Les réfugiés de Palestine restés en Syrie subissent d'intenses déplacements car de nombreux camps ont été touchés par la dynamique du conflit et les destructions ou pertes de biens et les incertitudes quant à l'avenir qui en découlent. En dépit des circonstances difficiles, les fonctionnaires de l'UNRWA présents sur place font un travail remarquable afin d'atténuer l'incidence de la crise sur les bénéficiaires de l'Office en Syrie, où le conflit a coûté la vie à 18 membres du personnel de l'UNRWA et où 25 autres sont portés disparus. Le pilier Services de l'UNRWA en Jordanie et au Liban a pris en charge les réfugiés de Palestine fuyant la Syrie ; l'Office n'étant pas présent en Turquie et au-delà, il circonscrit son action à ces deux pays voisins, qui constituent des zones d'activité relevant de son mandat.

34. Dans la bande de Gaza, théâtre du conflit, l'Office dispense une éducation respectueuse de l'équilibre entre les sexes à quelque 280 000 filles et garçons, qui pour la plupart n'ont jamais quitté le territoire. Toute considération ou préférence politique mise à part, la séparation des jeunes de leurs semblables en fonction de clivages politiques et ethniques est de mauvais augure pour l'avenir de la région ; alors que les générations de Palestiniens plus âgés ont travaillé et vécu aux côtés des Israéliens, les jeunes d'aujourd'hui ne peuvent tirer parti de tels contacts directs. Il est donc indispensable de consentir des efforts pour que chacune des deux communautés redécouvre l'humanité de l'autre.

35. L'orateur est reconnaissant de l'extraordinaire diversité de l'appui collectif apporté à l'Office, diversité qui reflète celle de l'Assemblée générale qui a confié à l'UNRWA son mandat. En outre, il apprécie grandement

que l'Autorité palestinienne collabore étroitement avec l'UNRWA et fournisse un appui constant à l'action d'information menée par l'Office en ces temps difficiles.

36. Conscient de l'importance des initiatives en faveur de la jeunesse, l'UNRWA a beaucoup œuvré pour protéger le système éducatif des répercussions des mesures d'austérité qui, bien que nécessaires, ont malheureusement eu pour effet d'accroître le nombre d'élèves par classe. Dans le même temps, la jeunesse palestinienne aspire à continuer de développer ses compétences et ses capacités. L'Autorité palestinienne a pris l'initiative de solliciter des bourses d'études pour les élèves palestiniens dans la région et au-delà et c'est elle qui pilote cette entreprise, mais l'Office est disposé à s'associer à cette démarche. Les parlements scolaires institués dans les écoles de l'UNRWA favorisent la participation et l'engagement des jeunes. L'orateur espère que les jeunes réfugiés de Palestine participeront aussi à des manifestations et à des forums internationaux et éprouveront ainsi le sentiment d'être des citoyens du monde.

37. Bien que l'Office ait des divergences de point de vue avec Israël s'agissant des évaluations et des questions relatives à son mandat, l'orateur note que le Gouvernement israélien est conscient de l'action humanitaire menée par l'UNRWA. Il fait toutefois observer que la façon dont l'Office comptabilise les réfugiés et prend en charge leurs descendants est pleinement conforme aux résolutions de l'Assemblée générale et a été approuvée par celle-ci. Il est indéniable que la situation des réfugiés de Palestine est unique à plusieurs égards. En outre, le HCR et l'UNRWA conviennent que le statut de réfugié se transmet de génération en génération. Si l'Office ne joue aucun rôle en matière de réinstallation, le problème ne peut être abordé que dans le cadre d'un règlement politique du conflit, comme c'est le cas pour toute question liée aux réfugiés. Malheureusement, rares sont les conflits dans le monde qui ont pu être réglés par voie politique au cours des vingt dernières années. Ce sont des circonstances politiques non résolues, et non l'action humanitaire d'organismes comme l'UNRWA, qui perpétuent la situation des réfugiés, les déplacements et les souffrances résultant de la guerre.

38. Pour ce qui est des conséquences auxquelles fait face l'Office sur le plan de la sécurité, l'orateur affirme qu'en vertu du principe de neutralité, les intervenants humanitaires mettent de côté leur ressenti personnel à l'égard d'une situation donnée, maintiennent l'accès aux bénéficiaires et œuvrent à préserver leur confiance. L'UNRWA a temporairement démis de leurs fonctions neuf des 16 membres de son personnel recruté sur le plan international, après des semaines de manifestations

de membres du personnel palestiniens protestant contre la perte de leur emploi. L'Office a été contraint de mettre fin à 118 contrats après que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a cessé de financer l'UNRWA, le privant ainsi de fonds permettant de répondre aux appels d'urgence. Le personnel licencié a protesté vigoureusement au vu des perspectives d'emploi catastrophiques à Gaza, où le chômage a atteint un taux de 50 %. S'il condamne vivement les méthodes de protestation employées, qui ont dégénéré en actes de violence et en menaces contre les responsables de l'Office, le Commissaire général est conscient de la pression que subissent les familles des membres du personnel recruté sur le plan local ; en effet, ces derniers se portent garants pour les prêts contractés par de nombreux autres membres de leur communauté, et la perte de leur revenu entraîne un risque d'emprisonnement en cas de non remboursement des prêts. Le retrait de neuf membres du personnel recrutés sur le plan international, sur un total de 12 500 membres du personnel, n'a pas entraîné une restriction des services de l'UNRWA ; par cette décision, l'Office voulait plutôt envoyer un message stratégique aux autorités de facto du Hamas et leur signifier son mécontentement face à leur réticence ou à leur incapacité à assurer un niveau de sécurité adéquat. Le message a entraîné un certain nombre de changements et a donc donné le résultat escompté.

39. S'agissant de la question soulevée par le représentant de la République arabe syrienne, l'orateur déclare devoir se renseigner ; il rappelle toutefois que l'UNRWA reconnaît fréquemment le rôle de ce pays, qui accueille et aide les réfugiés de Palestine de longue date. Avant la guerre, l'Office avait utilisé 100 bâtiments scolaires en Syrie pour scolariser les 66 000 élèves bénéficiant de son système d'éducation. Environ la moitié de ces bâtiments ont effectivement été endommagés, détruits ou rendus inaccessibles à cause du conflit, et l'UNRWA a conclu un accord avec les Ministères syriens des affaires étrangères et de l'éducation pour que les élèves réfugiés de Palestine puissent occuper des bâtiments scolaires publics l'après-midi. L'Office a évoqué ces éléments dans ses rapports et lors de séances d'information, et est disposé à fournir des éclaircissements supplémentaires selon que de besoin.

40. La remise en état des écoles et des dispensaires de l'UNRWA ainsi que d'autres conditions favorables ont permis aux réfugiés de Palestine de retourner dans certaines régions du pays. En outre, l'Office est actuellement en pourparlers avec le Gouvernement syrien au sujet de la situation dans le camp de réfugiés de Yarmouk, à la suite d'une première mission

d'évaluation dont le but était d'examiner la possibilité de remettre en état les installations de l'UNRWA à Yarmouk et dans d'autres camps, sous réserve de conditions favorables.

Déclaration du rapporteur du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA

41. **M. Halvorsen** (Norvège), présentant le rapport du Groupe de travail (A/73/349), signale que l'Office connaît un déficit financier sans précédent qui menace le développement humain des réfugiés de Palestine et la stabilité de la région. Le Groupe de travail est très préoccupé par la décision de certains États Membres de ne plus appuyer l'UNRWA. En dépit des mesures visant à améliorer le rapport coût-efficacité des programmes de l'Office et des contributions supplémentaires de plusieurs donateurs, anciens et nouveaux, le budget-programme accuse actuellement un déficit de 64 millions de dollars. Il incombe à l'Assemblée générale et à la communauté internationale de veiller à ce que l'Office puisse s'acquitter de son mandat et maintenir ses services à un niveau acceptable.

42. Le Groupe de travail exhorte tous les gouvernements à accroître leurs contributions à l'Office, en particulier au titre de son budget-programme, et de les maintenir pendant plusieurs années. Il faut que les contributions soient fonction d'une répartition des charges équitable sur le plan international et que les montants annoncés soient versés rapidement et tiennent compte des besoins croissants des réfugiés de Palestine ainsi que des effets de l'inflation et d'autres facteurs de coût.

43. Prenant note des recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur les opérations de l'UNRWA (A/71/849) et de toutes les résolutions relatives au financement de l'Office qui visent à résoudre le problème des déficits budgétaires chroniques et à appuyer l'action cruciale de l'Office, le Groupe de travail félicite l'UNRWA des efforts de rationalisation qu'il fait tout en maintenant la qualité des services fournis aux réfugiés de Palestine. Il invite tous les États Membres à tenir compte de ces recommandations lorsqu'ils étudieront la possibilité de financer l'Office en 2018 et au-delà. L'Office a fait des progrès dans la maîtrise de ses dépenses, et le Groupe de travail encourage les États Membres à accompagner ces mesures d'un financement adéquat, sachant que l'UNRWA continue d'assister plus de 5 millions de réfugiés de Palestine au Moyen-Orient.

Débat général

44. **M^{me} Abdelhady-Nasser** (Observatrice de l'État de Palestine) déclare que la délégation palestinienne est très reconnaissante à la communauté internationale de l'appui politique et financier indispensable qu'elle fournit par l'intermédiaire de l'UNRWA, compte tenu de la détresse et des besoins des réfugiés de Palestine. Étant donné la difficulté de trouver une solution juste à la question de Palestine, la coopération et l'appui des pays hôtes, des pays donateurs et des organisations, ainsi que le travail accompli par l'ensemble du personnel de l'Office sont extrêmement précieux pour assurer la mission de protection des réfugiés de Palestine et d'assistance à ceux-ci qui incombe à l'UNRWA.

45. Largement considéré comme un modèle d'efficacité en matière d'aide humanitaire au développement, l'Office recrute sa main-d'œuvre principalement parmi les réfugiés, qui servent leur communauté avec dévouement et résilience, malgré des conditions pénibles et des difficultés personnelles qui se sont multipliées en raison d'un déficit financier sans précédent. La crise que traverse l'UNRWA a mis en péril ses services essentiels, semant la détresse parmi la population de réfugiés. Elle a été fortement exacerbée par la décision punitive des États-Unis d'Amérique de supprimer son financement, de saper la crédibilité de l'Office et de nier les droits des réfugiés de Palestine. Bien que l'Office continue de pâtir d'un déficit financier, la délégation palestinienne se félicite de l'aide apportée à l'UNRWA et aux réfugiés de Palestine, conformément aux principes et obligations humanitaires, au droit international et aux résolutions pertinentes de l'ONU.

46. La délégation palestinienne rejette les discours sans fondement par lesquels d'aucuns tentent de redéfinir la condition des réfugiés de Palestine afin de les priver de leur statut et de leurs droits. Comme l'a clarifié l'ONU, en vertu du droit international et du principe de l'unité familiale, les enfants de réfugiés et leurs descendants sont eux aussi considérés comme des réfugiés jusqu'à ce qu'une solution durable soit trouvée. Le statut et les droits des réfugiés de Palestine doivent donc être respectés, conformément aux résolutions pertinentes, aux conventions internationales et à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants. Le droit au retour doit être sérieusement et humainement envisagé dans le cadre d'une solution juste et durable, car il ne s'agit pas d'une revendication mais d'un droit individuel et collectif que tous les réfugiés peuvent faire valoir, comme l'Assemblée générale l'a affirmé dans la résolution 194 (III) et réaffirmé dans nombre de résolutions ultérieures. On ne

saurait réfuter un tel droit simplement pour faire place à l'argumentaire et à la stratégie d'Israël, qui souhaite instaurer une majorité juive.

47. Il faut dénoncer toutes les tentatives visant à discréditer l'UNRWA et à délégitimer les réfugiés de Palestine. Loin de perpétuer le problème des réfugiés, comme le prétendent des accusations choquantes, l'Office a contribué à atténuer les conséquences d'une tragédie humaine, tant pour les réfugiés de Palestine que pour les pays d'accueil. En dépit de difficultés extraordinaires, il a assuré le bien-être de générations de réfugiés et a empêché l'amplification de l'effet de contagion de la crise. Il a fourni une assistance humanitaire et une aide au développement exemplaires, notamment par l'intermédiaire de son programme d'éducation et de la promotion des objectifs de développement durable, contribuant ainsi de façon concrète à la stabilité de la région.

48. La délégation palestinienne se félicite de la tenue de plusieurs réunions de haut niveau visant à pallier le déficit financier et à écarter les risques qui guettent les opérations de l'Office, ce qui témoigne d'une ferme détermination à remédier à la crise et envoie un message crucial de solidarité aux réfugiés. En outre, elle remercie sincèrement les donateurs, anciens et nouveaux, et les partenaires arabes de leur générosité, bon nombre d'entre eux ayant accéléré et considérablement augmenté leurs versements cette année, aidant ainsi à assurer la continuité des programmes essentiels de l'Office.

49. Les réfugiés, qui sont régulièrement privés de leurs droits par Israël, continuent de subir des déplacements forcés et des dépossessions. Des millions de familles de réfugiés souffrent de l'insécurité et de privations généralisées qui se traduit par le conflit, la pauvreté, le chômage et le déclin socioéconomique. Le profond désespoir qui en résulte est exacerbé par l'absence d'horizon et de perspectives politiques ; cette situation est particulièrement néfaste pour les jeunes, en les rendant plus vulnérables au radicalisme. Toute interruption ou suspension des services de l'UNRWA aggraverait considérablement leurs difficultés et déstabiliserait la situation sur le terrain, qui est déjà précaire. Les mesures de réduction des coûts prises par l'Office et le retrait du financement des États-Unis d'Amérique ont alimenté les craintes des réfugiés, qui redoutent d'être abandonnés par la communauté internationale.

50. Le malaise des réfugiés est particulièrement aigu dans le Territoire palestinien occupé, en raison de l'ampleur de l'occupation illégale et des violations des droits de la personne commises par Israël, dont les plus

graves surviennent à Gaza. L'UNRWA demeure une planche de salut pour les familles de réfugiés dans toute la région, y compris les réfugiés de Palestine en République arabe syrienne et au Liban, et en particulier la communauté bédouine. Il faut maintenir l'aide humanitaire et les secours d'urgence essentiels fournis par l'UNRWA jusqu'à ce qu'une solution juste soit trouvée pour rétablir les droits, la dignité, la sécurité et la prospérité dont les réfugiés sont privés depuis si longtemps.

51. La Palestine engage la communauté internationale à défendre résolument les droits des réfugiés et le mandat de l'UNRWA, et demande instamment que les résolutions à l'examen soient approuvées. Il est essentiel de remédier au déficit financier chronique et de mobiliser des financements suffisants et prévisibles. La délégation palestinienne recommande d'augmenter et de maintenir les contributions volontaires et d'appuyer les efforts déployés par l'Office pour élargir et diversifier sa base de donateurs. Il y aurait également lieu d'envisager d'utiliser le fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale et de créer un fonds waqf géré par l'Organisation de la coopération islamique. Il faut redoubler d'efforts pour mettre fin à cette profonde injustice, faire preuve de volonté politique et morale pour tenir Israël responsable de ses crimes et promouvoir une solution juste et durable à la question de Palestine.

52. **M. Moncada** (République bolivarienne du Venezuela), s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, annonce que ce dernier soutient résolument l'Office et son mandat. Il félicite l'UNRWA de l'aide précieuse qu'il apporte aux réfugiés de Palestine, ainsi que du courage et du dévouement dont fait preuve son personnel dans des situations difficiles. Il est indispensable que la communauté internationale apporte un appui ferme à l'Office pour assurer la continuité de ses services, compte tenu notamment de ses difficultés financières récurrentes. La crise financière provoquée par la décision punitive et injustifiée des États-Unis d'Amérique de retirer leur contribution est regrettable. Non seulement cette mesure nuit aux Palestiniens les plus vulnérables et à la fourniture de l'assistance humanitaire, mais elle menace également la stabilité régionale. L'annonce par les autorités israéliennes de la fermeture des bureaux de l'Office à Jérusalem-Est est préoccupante. La délégation vénézuélienne prône le respect de la Charte des Nations Unies et des privilèges et immunités de l'Organisation.

53. L'occupation israélienne actuelle se traduit par un non-respect quotidien, constant et grave de l'obligation de protéger, qui menace la vie des réfugiés et accroît

leur pauvreté et leur désespoir. Une série de crises dans la région, dont le conflit en République arabe syrienne, a accru les besoins d'aide humanitaire et provoqué la fuite de nombreux réfugiés vers d'autres pays. Le Mouvement des pays non alignés est profondément préoccupé par l'évolution récente de la situation dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et notamment par la hausse sans précédent du nombre de déplacements forcés, l'ampleur des violences commises par les colons, l'intensification des destructions de logements et des liquidations d'actifs économiques, qui sont autant d'actes destinés à renforcer la campagne de colonisation illégale d'Israël et à consolider son occupation des terres palestiniennes. Les restrictions en matière de déplacement et d'accès imposées aux réfugiés de Palestine et au personnel de l'Office sont également très troublantes et continuent de dégrader les conditions de vie et le bien-être des réfugiés de Palestine.

54. Le blocus illégal et inhumain de Gaza imposé par Israël, Puissance occupante, continue de causer un tort considérable à la région et au peuple de Palestine, en entravant l'acheminement de l'aide humanitaire et d'approvisionnements de base ainsi que le relèvement économique et social et en augmentant la dépendance à l'égard de l'aide de l'UNRWA pour résorber la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui touche actuellement plus de 80 % de la population gazaouite. La délégation vénézuélienne demande instamment à Israël de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire et des résolutions des organes de l'ONU, et de permettre à l'Office d'exécuter librement son mandat, sans entraves ni coûts supplémentaires.

55. Le Mouvement demeure très préoccupé par le déficit financier persistant de l'Office et regrette que l'Assemblée générale ne soit pas en mesure de donner suite aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur les activités de l'Office (A/71/849) pour garantir des financements suffisants, prévisibles et durables. Il espère que les États Membres resteront favorables aux dispositions figurant dans le projet de résolution sur les opérations de l'UNRWA (A/C.4/72/L.19).

56. **M. Bin Momen** (Bangladesh), s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), déclare que la délégation bangladaise apprécie le travail accompli par le personnel de l'Office pour s'acquitter de son mandat et réaffirme la nécessité de maintenir un engagement moral, politique et juridique en faveur des droits des réfugiés de Palestine et de l'atténuation de leurs souffrances, en attendant qu'une solution juste soit trouvée.

57. La crise financière sans précédent risque d'aggraver la détresse des réfugiés de Palestine. Par ailleurs, elle est gravement exacerbée par la décision des États-Unis d'Amérique de supprimer leurs contributions, ce qui met en péril des programmes essentiels en matière d'éducation, de santé, de secours, d'aide sociale et d'opérations d'urgence dans toutes les zones, notamment dans la bande de Gaza, où la situation est particulièrement alarmante. La présente réunion vient donc à point nommé et doit permettre d'adresser un message d'espoir et d'engagement politique collectif en faveur de la défense des droits des réfugiés de Palestine.

58. Pour atténuer les souffrances des réfugiés, tous les acteurs internationaux doivent s'efforcer d'agir ensemble pour répondre aux besoins de financement de l'Office. Aussi l'OCI coopère-t-elle avec la Banque islamique de développement pour créer un fonds waqf en vue de mobiliser davantage de ressources pour l'UNRWA. L'OCI réaffirme son soutien indéfectible à l'exercice du droit au retour par le peuple palestinien et exhorte la communauté internationale à assumer ses responsabilités en trouvant une solution politique juste et durable.

59. **M. Chatzisavas** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant aussi au nom de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Monténégro et de la Serbie ainsi que de la Bosnie-Herzégovine (pays du processus de stabilisation et d'association), fait valoir qu'entraver les activités humanitaires de l'Office peut déstabiliser le Moyen-Orient et donc profiter aux extrémistes. C'est pourquoi l'Union européenne est le plus gros contributeur au budget de l'Office, à qui elle continuera d'apporter un appui énergétique, fiable et prévisible. Elle a également été l'un des premiers donateurs à répondre à la demande de fonds supplémentaires dans le cadre de la crise financière actuelle. La Commission européenne a versé 40 millions de dollars supplémentaires à l'UNRWA, portant ainsi sa contribution totale pour l'année à 146 millions de dollars. Tous les partenaires devraient verser des contributions pluriannuelles à l'Office.

60. Il est indispensable de soutenir pleinement l'exécution du mandat de l'UNRWA pour protéger et aider les réfugiés de Palestine et faire en sorte que les programmes de l'Office respectent les principes de transparence et de responsabilité. Les mesures prises par l'Office pour combler le déficit et en atténuer les effets sont louables. Afin de relever les défis encore plus grands qui s'annoncent pour l'année à venir, l'UNRWA et ses donateurs doivent redoubler d'efforts pour permettre à l'Office d'atteindre la stabilité financière tout en se concentrant sur son mandat. La communauté internationale doit appuyer les activités de l'UNRWA

jusqu'à ce qu'une solution juste, équitable, concertée et réaliste soit trouvée.

61. **M^{me} Jáquez Huacuja** (Mexique) estime que les activités de l'Office demeureront indispensables jusqu'à ce que le statut définitif des réfugiés de Palestine soit tranché. L'augmentation constante du nombre de réfugiés a déstabilisé la région et eu de graves répercussions économiques, sociales et humanitaires sur la population civile, les femmes et les enfants étant particulièrement touchés. L'action de l'Office est cruciale pour favoriser la stabilité régionale et l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

62. La pénurie de financements que connaît actuellement l'Office représente une menace inédite pour la population civile. Par conséquent, le Mexique a versé 500 000 dollars en 2018 à l'UNRWA pour aider ce dernier et la communauté internationale à continuer d'apporter une aide humanitaire aux franges les plus vulnérables de la population palestinienne, en favorisant ainsi la stabilité de la région. Il faut faire preuve de volonté politique pour remédier à la situation précaire au Moyen-Orient et ainsi avancer sur la voie de la stabilité, de la reconstruction et d'une paix durable.

63. Le Mexique s'engage de nouveau à collaborer avec la communauté internationale pour trouver une solution globale au conflit, qui tienne compte des droits des deux parties et permette une coexistence pacifique à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, conformément aux résolutions applicables des organes de l'ONU.

64. **M. Peñaranda** (Philippines) juge louable l'action de l'UNRWA, qui consiste à fournir des services essentiels et un appui au peuple palestinien, et annonce qu'en 2018 les Philippines verseront une contribution de 10 000 dollars au titre du budget-programme de l'Office.

65. **M. Srivihok** (Thaïlande) déclare que les activités de l'UNRWA demeurent indispensables étant donné les difficultés auxquelles font face le peuple palestinien. Le caractère imprévisible des financements est très préoccupant et a des répercussions sur les programmes de l'Office et, plus important encore, sur la vie des réfugiés de Palestine.

66. La Thaïlande verse régulièrement des contributions financières à l'UNRWA depuis 1978 et a répondu à l'appel lancé pour aider les personnes touchées par le conflit dévastateur survenu en 2014 dans la bande de Gaza. Elle continuera d'honorer son engagement d'apporter des contributions substantielles à l'Office pour la période 2017-2021, ce qui, elle l'espère, contribuera à améliorer la prévisibilité des financements.

67. Pour assurer la pérennité des financements, la délégation thaïlandaise encourage l'UNRWA à continuer de diversifier ses donateurs et demande aux États Membres de continuer de soutenir l'Office. Elle est également favorable au programme de réformes entrepris par l'Office pour renforcer ses capacités en matière de gestion. La Thaïlande continuera de fournir une aide humanitaire pour atténuer la pénibilité du sort des réfugiés de Palestine, mais rappelle que pour surmonter cette crise, c'est le conflit lui-même qu'il faut résoudre.

68. **M. Rivero Rosario** (Cuba) note que, malgré son déficit et les coupes budgétaires en un premier temps puis la suppression totale des financements de son plus grand contributeur, l'UNRWA a réussi à continuer de s'acquitter de ses fonctions. Outre qu'il salue le travail accompli par le personnel de l'Office dans des conditions extrêmement difficiles, parfois même sous le feu et les bombardements israéliens, le Gouvernement cubain tient également à féliciter les pays d'accueil et les pays donateurs, y compris les États du Golfe, qui ont annoncé des contributions de 150 millions de dollars, montant sans précédent. Grâce à leur soutien et aux efforts courageusement déployés par le Secrétaire général pour organiser rapidement une mobilisation mondiale, l'UNRWA a pu continuer de fonctionner. Il est regrettable que le plus grand contributeur de l'UNRWA s'emploie à asphyxier l'aide humanitaire fournie par ce dernier sur la base d'allégations ridicules et infondées. On assiste à une campagne de désinformation qui vise à modifier la manière de définir, d'enregistrer et de comptabiliser les réfugiés de Palestine, le but étant de faire plier le peuple palestinien sous le chantage, bien que celui-ci ait démontré son sens profond du patriotisme et sa certitude quant à la justesse de sa cause depuis les 50 années et plus que dure l'occupation israélienne. Les États Membres de l'ONU doivent faire preuve de volonté politique pour que l'UNRWA dispose, tout au long de son mandat, de financements suffisants, prévisibles et pérennes. Dans le contexte actuel au Moyen-Orient, la situation financière de l'Office ne peut mener qu'à une aggravation des violences, de la marginalisation, des déplacements et de la pauvreté.

69. Cuba continuera de plaider pour que soit apportée au conflit israélo-palestinien une solution globale, juste et durable prévoyant deux États et permettant aux Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination, d'établir un État libre, indépendant et souverain à l'intérieur des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et de réaliser leur droit au retour.

70. **M. Al-Maawda** (Qatar) déclare que l'UNRWA est essentiel pour les millions de réfugiés de Palestine qui continuent d'attendre que la question de Palestine soit

tranchée de façon juste, durable et globale, y compris en ce qui concerne le droit au retour des réfugiés conformément au droit international et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU. Plus de 5 millions de réfugiés de Palestine sont actuellement tributaires de l'aide en matière de santé, d'éducation et de nutrition et des services sociaux fournis par l'UNRWA.

71. L'Office fait face à un déficit de financement chronique, qui s'est aggravé jusqu'à menacer son fonctionnement et ses services essentiels. Il est donc capital de garantir la pérennité des financements de l'UNRWA et de faire en sorte qu'il soit plus efficace et utilise mieux les ressources disponibles. Le Qatar a augmenté le montant de ses contributions au budget-programme de l'Office, notamment en ce qui concerne l'éducation et la construction et la rénovation d'établissements scolaires, ce qui a permis à des écoles d'ouvrir leur portes en temps voulu en 2018, et a annoncé une contribution de 50 millions de dollars à la Conférence ministérielle extraordinaire tenue à Rome en 2018. Le Qatar, qui fait partie des principaux contributeurs à l'aide humanitaire fournie au peuple palestinien, a promis 1 milliard de dollars à de la Conférence internationale du Caire sur la Palestine, intitulée « Reconstruire Gaza », montant qui a déjà permis d'achever des projets dans les domaines du logement, des infrastructures et des installations publiques dans la bande de Gaza. En outre, le Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, Émir du Qatar, a ordonné le versement de 150 millions de dollars au titre de l'aide humanitaire d'urgence et la fourniture de carburant à des fins de production électrique. L'aide humanitaire du Qatar est motivée par la volonté de ce pays de favoriser la stabilité nécessaire à une paix durable. Le Qatar continuera de prêter assistance au peuple palestinien, de défendre les droits inaliénables de ce dernier et de soutenir l'UNRWA et son mandat.

72. **M. Tshabalala** (Afrique du Sud), saluant l'aide humanitaire et l'aide au développement essentielles que l'UNRWA fournit à quelque 5 millions de réfugiés dans des conditions extrêmement difficiles, observe que les coupes supplémentaires dans les financements de l'Office sont très préoccupantes, mettent en péril la vie de nombreuses personnes vulnérables, y compris des femmes et des enfants, et fragilisent les progrès accomplis concernant la conclusion d'un accord de paix et le règlement du conflit.

73. Tous les États Membres doivent continuer de tenir leurs engagements pour soutenir l'action bénéfique de l'UNRWA, qui a permis de créer des conditions propices à l'autodétermination du peuple palestinien. Depuis longtemps, l'Afrique du Sud a prôné ouvertement la solution des deux États, et elle y

demeure attachée. Trouver une solution au conflit israélo-palestinien permettrait aux bénéficiaires d'être moins tributaires de l'aide humanitaire, et verser des contributions à l'UNRWA revient à investir dans le futur du peuple palestinien et dans la stabilité de la région et du monde.

74. **M. Al-Mouallimi** (Arabie saoudite) déclare que, quelque 70 ans après la fondation de l'UNRWA à la suite de la Nakba et de l'expulsion des Palestiniens de leurs foyers et de leur terre par les Israéliens, environ 5,4 millions de réfugiés sont privés du droit à une vie digne dans leur pays d'origine et forcés de vivre dans l'espoir d'un retour. La souffrance des Palestiniens s'amplifie à mesure que la situation dans les Territoires occupés se détériore, en raison de la poursuite du siège illégal de Gaza et de la construction de zones de peuplement illégales en Cisjordanie, qui réduisent quasiment à néant toute possibilité qu'il resterait de mettre en œuvre la solution des deux États. Dans le même temps, le Gouvernement israélien continue de s'opposer obstinément à l'Initiative de paix arabe, qui présente une solution juste et globale au conflit israélo-palestinien moyennant la création d'un État de Palestine indépendant ayant Jérusalem-Est pour capitale et une solution juste de la question des réfugiés de Palestine.

75. Pour l'Arabie saoudite, la question de Palestine est une priorité absolue, comme l'a indiqué le Roi Salman bin Abdulaziz au Sommet de la Ligue arabe tenu à Dharhan en 2018. Depuis 2000, le Royaume a versé environ un milliard de dollars à l'UNRWA et a également contribué au waqf islamique de Jérusalem, au Fonds d'Al-Qods, au Comité national de secours pour le peuple palestinien et à des projets dans les domaines du logement, de la médecine, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la prise en charge des orphelins et des blessés, des infrastructures et de la construction. En outre, le Centre Roi Salman pour les secours et l'action humanitaires a mené de nombreux projets et autres initiatives humanitaires en faveur des réfugiés de Palestine.

76. L'Arabie saoudite continuera de soutenir les réfugiés de Palestine et fera tout son possible pour trouver des solutions durables aux problèmes financiers de l'UNRWA, qui constitue le premier rempart contre la propagation d'idéologies extrémistes. Les États et établissements financiers contributeurs doivent accroître le montant de leur aide pour permettre à l'Office de financer ses programmes et services, qui sont d'autant plus nécessaires que l'agression israélienne se poursuit, faisant ainsi augmenter le nombre de réfugiés et creusant les déficits. L'ONU devrait permettre à l'UNRWA d'optimiser l'utilisation

de son budget annuel, des budgets relatifs à ses programmes et de ses autres sources de financement.

77. Le Gouvernement saoudien appuie les efforts visant à s'attaquer aux causes profondes de la crise des réfugiés en mettant fin à l'occupation de la Palestine et d'autres territoires arabes par Israël, en demandant le retour aux frontières d'avant 1967, en s'efforçant d'appliquer la solution des deux États et en accordant au peuple palestinien un État indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale. Le droit au retour n'est pas un rêve mais bien une obligation internationale, et le non-respect de ce droit entache l'action de la communauté internationale.

78. **M. Bachman** (Israël) rappelle qu'Israël a coopéré avec l'UNRWA pour fournir des services humanitaires indispensables au peuple palestinien, mais estime que la communauté internationale devrait progressivement réorienter son aide vers d'autres dispositifs internationaux. Malgré l'aide humanitaire et l'aide au développement que fournit l'Office et sa capacité de fonctionnement avérée, Israël s'insurge contre le fait que la définition des réfugiés retenue par l'Office ait une dimension politique, contre la décision de l'ONU d'intégrer tous les organismes d'aide aux réfugiés – sauf l'UNRWA – au HCR, et contre un programme jusqu'au-boutiste consistant notamment à entretenir la revendication palestinienne d'un prétendu « retour » dans l'État d'Israël.

79. Contrairement aux réfugiés dont s'occupe le HCR, ceux pris en charge par l'UNRWA bénéficient d'un statut à part qui est automatiquement transmis à leurs descendants. Au fil des ans, ce statut sans équivalent a directement influencé la tournure qu'a prise le conflit en perpétuant et en aggravant le problème des réfugiés de Palestine, faisant passer leur nombre de 750 000 en 1948 à plus de 5 millions. Par ailleurs, fait sans précédent, la population des réfugiés de Palestine est prise en charge par une entité des Nations Unies qui lui est réservée, alors même que la grande majorité des bénéficiaires de l'UNRWA ne peuvent pas être considérés comme des réfugiés au regard du droit international. Ces bénéficiaires peuvent par exemple obtenir la nationalité d'un autre pays tout en conservant le statut de réfugié, comme c'est le cas de 2,2 millions d'entre eux, qui sont également citoyens jordaniens. En outre, 2,1 millions de Palestiniens vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sont considérés comme des réfugiés bien qu'ils n'aient jamais franchi une frontière internationale. Dans toute autre circonstance, une personne doit être forcée de quitter son pays et franchir une telle frontière pour être considérée par l'ONU comme réfugiée. À la longue, le nombre croissant de

bénéficiaires fera peser des contraintes budgétaires toujours plus fortes sur l'UNRWA et le mettra en faillite.

80. À l'origine du traitement particulier accordé aux bénéficiaires de l'UNRWA se trouvent le rejet d'Israël par les Arabes et la volonté de maintenir le problème des réfugiés de Palestine pour donner un camouflet à l'ONU et disposer d'une arme contre Israël. Le non-règlement de la crise des réfugiés de Palestine en 1949 a fait vivre l'espoir d'un prétendu « retour » d'une population de réfugiés – qui en 2018 se compte en millions de personnes – dans des foyers qui n'existent plus, ou dans lesquels ils n'ont jamais vécu, scénario qui causerait la disparition de l'État d'Israël étant donné le poids démographique de cette population. En s'accrochant à la revendication d'un retour, les Palestiniens n'acceptent pas le droit des Juifs à l'autodétermination. En dernière analyse, il est impossible de soutenir à la fois la solution des deux États et la revendication d'un retour.

81. Israël souhaite toujours trouver une solution au conflit et c'est pourquoi il faut mettre fin au mandat de l'UNRWA et réorganiser progressivement les services fournis par l'Office. Les véritables réfugiés de Palestine doivent être traités de la même manière que toute autre population de réfugiés et devraient bénéficier d'une aide humanitaire dénuée de toute considération politique.

82. **M. Gertze** (Namibie) estime que l'UNRWA est une force stabilisatrice dans la région car il fournit une aide au développement et une aide humanitaire indispensables aux populations palestiniennes. En 2017, l'Office a assuré l'éducation de dizaines de milliers d'enfants en Cisjordanie et proposé des services de santé, des rations alimentaires et des microcrédits. Dans le contexte du blocus de la bande de Gaza par Israël, l'UNRWA est une bouée de sauvetage pour des centaines de milliers d'élèves et de personnes qui bénéficient d'une aide médicale et nutritionnelle.

83. Les 5,3 millions de réfugiés de Palestine comptabilisés en 2018 représentent 25 % des réfugiés à l'échelle mondiale. Leur nombre croissant rend l'aide de l'UNRWA d'autant plus nécessaire et aggrave donc la charge financière de l'Office. La récente décision du Gouvernement des États-Unis de réduire sa contribution à l'UNRWA de 300 millions de dollars est donc très préoccupante et aura des répercussions immédiates sur les activités et les services de l'Office. Si d'autres États Membres ont versé de généreuses contributions pour combler le déficit, l'irrégularité et l'imprévisibilité des financements de l'Office nuit à ses activités. Dans le même temps, la délégation namibienne salue les grandes réformes lancées par l'UNRWA et l'engagement de sa direction en faveur des principes de transparence et de responsabilité.

La Namibie se félicite également du fait que l'Office maîtrise mieux ses dépenses et que son budget n'ait que peu augmenté, alors même que des pressions inflationnistes se font sentir et que la demande explose.

84. L'UNRWA existe toujours parce que le conflit n'est pas réglé. Par conséquent, Israël devrait faire preuve de civilité et mettre fin à ses activités illégales de colonisation dans les Territoires occupés, et notamment cesser de détruire des maisons et infrastructures palestiniennes. Toutes les parties devraient se remettre à négocier afin que le peuple palestinien puisse exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance dans un État de Palestine indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Déclarations faites au titre du droit de réponse

85. **M. Bachman** (Israël), faisant référence au prétendu droit au retour dont il est question dans la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, fait valoir que cette résolution n'est pas juridiquement contraignante, qu'elle ne confère pas aux réfugiés de Palestine un droit au retour sans équivalent dans le monde et qu'à l'époque, les délégations arabes ont rejeté cette résolution car elle n'accordait pas un tel droit aux réfugiés de Palestine et supposait la reconnaissance de l'État d'Israël. La nouvelle interprétation des États arabes selon laquelle la résolution confère effectivement un droit au retour exclusif, sans équivalent, supérieur et non négociable est subjective et non recevable. La véritable cause du problème des réfugiés de Palestine et de sa perpétuation est le refus des Palestiniens de reconnaître la souveraineté des Juifs sur quelque partie du territoire que ce soit. Alors que les Juifs ont accepté le Plan de partage de la Palestine de 1947, les Arabes l'ont rejeté et ont déclaré une guerre visant à effacer complètement Israël de la surface de la Terre. Mais lorsqu'ils ont perdu la guerre face au petit État d'Israël, alors peuplé principalement des survivants de l'Holocauste, ils ont dû faire face au problème inattendu des réfugiés. Si les Palestiniens avaient d'emblée accepté le plan de partage, l'État israélien et l'État palestinien auraient coexisté pacifiquement et le conflit israélo-palestinien n'existerait pas. Cette guerre a eu des effets dévastateurs pour Israël, qui a perdu 1 % de sa population, y compris de nombreuses personnes tout juste libérées des camps de la mort nazis. Sans cette guerre, il n'y aurait eu aucun réfugié palestinien. Pratiquant une politique du refus, les dirigeants palestiniens ont abandonné tout effort de négociation et menacé de rejeter un plan de paix qui ne leur avait même pas encore été exposé.

86. L'UNRWA a exacerbé le problème en permettant que le statut de réfugié soit transmis de génération en génération. C'est à cause de ce principe que l'on compte

5 millions de prétendus réfugiés de Palestine en 2018, alors que la plupart de ces personnes n'ont jamais foulé la terre qu'ils revendiquent, n'ont pas eu à la quitter ou détiennent la nationalité d'un autre État. Aucune autre population de réfugiés n'a de tels privilèges. Tant que le mandat de l'UNRWA demeurera en l'état, le nombre de prétendus réfugiés de Palestine ne fera qu'augmenter et les perspectives de paix s'éloigneront toujours un peu plus. Certes, l'UNRWA fournit des services humanitaires essentiels, mais la crise budgétaire qu'il connaît ne sera jamais résolue, peu importe la qualité de sa gestion, étant donné qu'aux termes de son mandat, il est appelé à fournir des services à des réfugiés dont le nombre ne cesse de croître. À la différence du HCR, l'UNRWA n'a jamais réinstallé ailleurs un réfugié, laissant le problème prendre de l'ampleur. Le monde doit regarder la situation en face et jeter les bases d'une paix entre ces deux peuples.

87. Pour ce qui est de la bande de Gaza, aussi longtemps que l'organisation terroriste du Hamas menacera directement les citoyens israéliens, le Gouvernement israélien prendra toutes les mesures nécessaires pour les défendre. En principe, Israël est favorable à l'entrée de marchandises à Gaza ; mais, depuis le coup d'État du Hamas en 2007, Israël n'a connu que la terreur, bien qu'il ait unilatéralement décidé de se retirer en 2005, laissant à Gaza la possibilité de se développer. Mais le Hamas a préféré construire un réseau de tunnels de la terreur et mettre au point des milliers de roquettes destinées à être tirées vers Israël, dans le but de le détruire. Les mesures de restriction concernant les importations de marchandises à Gaza sont nécessaires pour éliminer le danger que représente le Hamas, et n'importe quel État exposé à une menace semblable en ferait de même.

88. **M^{me} Abdelhady-Nasser** (Observatrice de l'État de Palestine) dit que si en 1993 l'Organisation de libération de la Palestine a reconnu que l'État d'Israël avait le droit d'exister, ce dernier n'a jamais reconnu ce même droit au peuple palestinien et à l'État de Palestine. Par ailleurs, le problème des réfugiés de Palestine existait avant cette reconnaissance et existe toujours. Les réfugiés de Palestine n'ont pas un droit au retour exclusif et, en vertu du droit international, bénéficient des mêmes droits que tout autre réfugié partout dans le monde. Si le cas des réfugiés de Palestine est exceptionnel, c'est parce dès la fin de la guerre et la signature des accords d'armistice israélo-arabes de 1949, Israël ne leur a pas permis de rentrer dans leurs foyers. Ce refus d'Israël s'explique par la volonté d'imposer une majorité juive sur cette terre au mépris du droit international, des droits de la personne et des principes élémentaires de décence et de moralité.

La séance est levée à 18 heures.